



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°0.0.0.0.0.3/AONO/MINFI/SG/DGTFCM/CIPM/2025 DU 22 SEPT 2025

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PERCEPTION DE
SANTCHOU, DEPARTEMENT DE LA MENOUA, REGION DE L'OUEST.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire, Maitre d'Ouvrage Délégué, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de construction de la Perception de SANTCHOU, Département de la Menoua, Région de l'Ouest.

2. Consistance des travaux

La consistance des travaux à réaliser est la suivante :

Pour la construction du bâtiment :

- 100: Installation du chantier;
- 200: Terrassements Généraux;
- 300: Fondation;
- 400: Maçonneries et Elévations (RDC et Etage);
- 500: Menuiseries bois et métallique;
- 600: Peinture;
- 700: Charpente-Couverture-Bardage;
- 800: Revêtement-carrelage des sols;
- 900: Plomberie et Sanitaire;
- 1000: Assainissement autonome;
- 1100: Electricité;
- 1200: VRD.

3. Allotissement

Les travaux sont constitués en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent millions (100 000 000) Francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de *six (06) mois* calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises ou groupement d'entreprises de droit Camerounais, catégorisées dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics et installées en territoire camerounais

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le fonds d'équipement de la DGTCFM des Exercices 2025, sur la ligne d'imputation comptable 447310.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, valable cent vingt (120) jours à compter de la date de remise des offres et dont le montant s'élève à un million (1 000 000) de F CFA. Ledit cautionnement doit être assorti du récépissé de consignation de la CDEC.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique d'appel d'offres peut être consulté gratuitement aux jours et heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales de la DGTCFM, porte 421 bâtiment "A" MINFI dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux jours et heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales de la DGTCFM, porte 421 bâtiment "A" MINFI dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cent mille (100 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Les offres doivent être écrites en anglais ou en français.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 27 OCT 2025, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec les l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des mentions ci-dessous dans les délais impartis.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

N°...../AONO/MINFI/SG/DGTCFM/CIPM/2025 DU 22 SEPT. 2025

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PERCEPTION DE SANTCHOU, DEPARTEMENT DE LA MENOUA, REGION DE L'OUEST.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Taille et format des fichiers.

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'offre administrative ;
- 15 MO pour l'offre technique ;
- 5 MO pour l'offre financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser les logiciels de compression afin de réduire la taille des fichiers à transmettre.

La « copie de sauvegarde » sera reçue contre présentation du récépissé de dépôt en ligne des offres.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué :



- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Le cautionnement de soumission doit être assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 27 OCT 2025 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du fonds d'équipement de la DGTCFM dans la salle de réunion S11 bâtiment B du Ministère des Relations Extérieures.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises, et ayant une bonne connaissance de la soumission dont ils ont la charge. (Tenues correctes exigées, pas de jeans ni babouches).

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation des offres des soumissionnaires sont les suivantes :

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbré avec mention manuscrite, assorti du

récépissé de consignation de la CDEC à l'ouverture des plis;

- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 1/2 critères essentiels ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, SDP) ;
- de l'absence d'une attestation de catégorisation de l'entreprise ou de la copie de la décision de classification dans une catégorie donnée, en vue de participer à une consultation dans le secteur des BTP ;
- de l'absence de preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

1. la présentation de l'offre ;
2. la méthodologie.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées*.

17. Nombre maximum de lots :

« non applicable »

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre vingt dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales de la DGTCFM, porte 421 bâtiment "A" MINFI, Téléphone : (+237) 222 23 92 84 ou en ligne sur la plateforme COLEPS

aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 22 SEPT 2025

Le Directeur Général du Trésor de la Coopération Financière et
Monétaire (Maitre d'Ouvrage Délégué)

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- DGTCFM ;
- Présidente CIPM ;
- Chrono/Archives.



[Signature]
Mok Tangongho Sylvester

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU TRESOR,
DE LA COOPERATION FINANCIERE ET MONETAIRE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHÉS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTORATE GENERAL OF TREASURY,
FINANCIAL AND MONETARY COOPERATION

INTERNAL TENDER'S BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN PROCEDURE OF EMERGENCY
N°0.0.0.0.0.3...../AONO/MINFI/SG/DGTCFM/CIPM/2025 OF 22 SEPT 2025 FOR THE
EXECUTION OF BUILDING WORKS OF THE SANTCHOU SUB-TREASURY, MENOUA
DIVISION, WEST REGION.

1. Subject of the invitation to tender

The Director General of the Treasury, Financial and Monetary Cooperation, Delegated Project Owner, hereby launches an Open National Invitation to Tender in procedure of emergency for the execution of building works of the SANTCHOU Sub-Treasury, Menoua Division, West Region.

2. Nature of works

Works to be executed comprise:

For the construction of building

- 100: Site installation;
- 200: General earthworks;
- 300: Foundation;
- 400: Elevation masonry (ground floor and first floor);
- 500: Wood and aluminium joinery;
- 600: Painting;
- 700: Framing-Covering-seating;
- 800: Floor and wall covering;
- 900: Plumbing and Sanitary;
- 1000: Autonomous sanitation;
- 1100: Electricity;
- 1200: VRD.

3. Allotment

The works are in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is one hundred millions (100 000 000) CFA francs all taxes inclusive.

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Delegated Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is six (06) calendar months. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to companies or group of companies governed by Cameroon law, which have been categorized in the field of public works and established in Cameroon.

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by the equipment funds of the DGTCFM of 2025 financial year, account head 447310.

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed and stamped bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of one million (1,000,000) CFA francs, valid up to one hundred and twenty (120) days beyond the date of submission of bids.

The absence or non conformity of the bid bond accompanied by the consignment receipt issued by the deposit and consignment fund (CDEC) shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the Department of General Affairs of the DGTCFM, Room 421, Block "A" MINFI, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.mar-chespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of Tender file (TF)

The hard copy of the file may be obtained from the Department of General Affairs of the DGTCFM, Room 421, Block "A" MINFI as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA Francs, of the TF purchase fees payable at the Public Treasury.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above.

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French.

The bids must be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest on 27 OCT 2025 at 1 p.m. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible

indication "back-up copy", in addition to the above mentioned indication, within the deadline set.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN PROCEDURE OF EMERGENCY

000003

22 SEPT 2025

N°...../AONO/MINFI/SG/DGTCFM/CIPM/2025 OF..... FOR THE EXECUTION OF BUILDING
WORKS OF THE SANTCHOU SUB-TREASURY, MENOUA DIVISION, WEST REGION.

"To be opened only during the bid-opening session"

File size and format.

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the administrative file;
- 15 MB for the technical file;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be transmitted. The "back up copy" will be received against the presentation of the online submission acknowledgement.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Delegated Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence or non conformity of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. The bid bond shall be accompanied by the consignment receipt issued by the deposit and consignment fund. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on 27 OCT 2025 at 2 p.m by the Internal Tenders' Board of the Equipment Funds of the DGTCFM, in the meeting room S11 Block "B" Ministry of External Relations.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice who have good knowledge of the bid for which they are responsible, and duly authorised even in case of a group of companies. (Correct clothes required, no jeans or slippers)

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies

certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria

The qualification criteria of bids are the following:

15.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria include:

- Absence or non conformity of a hand-endorsed and stamped bid bond accompanied by the consignment receipt issued by the deposit and consignment fund at the opening of bids;
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 1/2 essential criteria ;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE, SDP);
- Absence of an attestation of categorization or the copy of the decision making public the classification in a given category to participate in a consultation in the building and public works sector;
- Absence of proofs of acceptance of the conditions of the contract ;
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

15.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

1. Presentation of bid;
2. Methodologie.

16. Award of contract

The Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed.

17. Maximum number of lots:

"non applicable"

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from the Department of General Affairs of the DGTCFM, Room 421, Block "A" MINFI, telephone : (+237) 222 23 92 84 or online on the COLEPS platform via

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, the 22 SEPT 2025

The Director General of Treasury Financial and
Monetary Cooperation
(Delegated Project Owner)

Copies:

- MINMAP;
- ARMP ;
- DGTCFM;
- Chairperson of the T B concerned;
- file

